



24 JUIN 2010

UNE SEULE REPONSE A DONNER : POURSUIVRE, AMPLIFIER L'ACTION POUR GAGNER !

Financiers, spéculateurs, gros actionnaires, adhérents du MEDEF sont aux anges et ils ont de quoi !

Sarkozy et son équipe, à l'image des gouvernements libéraux dans toute l'Europe, s'affirment chaque jour un peu plus au service de cette caste de privilégiés qui font de l'accroissement sans fin de leurs profits financiers, l'alpha et l'oméga de la vie en société.

L'intérêt général, la solidarité sociale n'ont pas de sens pour ces gens là, sinon celui d'un coût à réduire, de missions à faire passer à la trappe, de marchandisation et de privatisation des activités.

Mais les salariés n'oublient pas ! Ils se souviennent de l'épisode des milliards trouvés en quelques jours pour voler au secours des banques, pleinement responsables de la crise financière. Ils ont aussi en mémoire que quelques temps auparavant, Fillon déclarait l'Etat en quasi-faillite dès lors qu'il s'agissait de répondre aux besoins sociaux.

Or ce sont bien les mêmes logiques et objectifs qui prévalent aujourd'hui dans les décisions gouvernementales de mettre les salariés du privé comme du public au pain sec de la régression sociale : satisfaire encore et toujours les marchés financiers.

UNE RÉGRESSION GÉNÉRALISÉE

En matière d'emploi et pour ce qui est de la seule DGFiP, les propos de M. Parini au dernier CTPC sur le « changement de contexte », aussi « alambiqués » soient ils, sont suffisamment révélateurs. Dans le droit fil des mesures d'austérité annoncées, la Direction générale et le ministre préparent pour les années à venir des saignées qui pourraient être supérieures à celles déjà dramatiques des années précédentes. Peu importe le sort des agents qui voient quotidiennement leurs conditions de travail se détériorer et la qualité d'accomplissement des missions se dégrader !

Quant aux réformes, pour le Directeur général, pas question d'en faire un bilan contradictoire, et encore moins de les ralentir !

Fin de la retraite à 60 ans, âge du taux plein repoussé de 2 ans à 67 ans, forte hausse des cotisations des fonctionnaires (de 7,85 % à 10,55 %), suppression des possibilités de départ anticipé à la retraite pour les fonctionnaires parents de 3 enfants et ayant quinze ans de services... Les grandes lignes du projet de réforme des retraites sont maintenant connues.

Injuste, régressif, socialement inefficace, programmant une baisse des pensions et du pouvoir d'achat pour tous et ne permettant pas d'assurer le financement... telles sont les caractéristiques de ce projet qui ferait de la France un des pays européens à la législation la plus dure !

La contre réforme anti-sociale, emblématique de la soumission aux choix patronaux, est donc annoncée. Elle porte la volonté de condamner des millions de salariés à la régression de leurs conditions de vie, générant un véritable recul de civilisation.

Cette démarche est inacceptable comme l'ont rappelé les délégués réunis en congrès fondateur de la CGT Finances Publiques en mai dernier.

Plus que jamais, les propositions de la CGT sont à disposition des salariés pour fédérer une dynamique de lutte au service du progrès social pour tous.

Emplois, réformes, conditions de travail, retraite sont des sujets sur lesquels, depuis des mois, dans l'unité de leurs organisations syndicales et sur la base d'une plate-forme commune les agents de la DGFIP se mobilisent pour exiger la prise en considération des réalités qu'ils vivent et la négociation sur les revendications. Cette unité et cette plate-forme commune constituent un point d'appui important pour l'intervention des personnels.

Par la grève, les manifestations, les initiatives locales, ces derniers ont mis en oeuvre un rapport de force que la Direction générale ne peut ignorer, même si jusqu'alors il ne l'a pas contraint à modifier le fond de ses projets !

CE N'EST PAS LE MOMENT DE LÂCHER !

Au contraire, il s'agit dès maintenant - particulièrement avec l'action du 24 juin - et dans les mois à venir, d'amplifier nos mobilisations, d'accroître la participation aux actions décidées collectivement, de renforcer la pression sur l'administration et le gouvernement.

L'avenir de nos missions, de nos emplois, de nos conditions de vie et de travail, notre droit à vivre pleinement et longuement notre retraite appellent que nous nous engageons dans l'action plus forts et plus nombreux encore, en faisant jouer toutes les convergences possibles entre salariés.

UN ENJEU PARTICULIER SUR LES SALAIRES

Mais un autre sujet justifie cette proposition. Dès le 25 juin vont s'ouvrir les négociations triennales sur les salaires dans la Fonction Publique. Cela signifie que c'est là que va être décidé notre sort salarial pour 2011, 2012 et 2013, alors même que le gouvernement entend geler les dépenses publiques pour les années à venir ! Et dans le même temps, les propositions gouvernementales sur les retraites aboutiraient, si elles étaient appliquées, à une baisse sans précédent du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Il y a donc toutes les raisons de se mobiliser le 24 juin pour que notre exigence d'une augmentation des salaires et de reconnaissance des qualifications soit entendue !

**AGENTS DE LA DGFIP,
POUR NOS REVENDICATIONS
DANS L'UNITÉ ET LA CONVERGENCE DES LUTTES
LE JEUDI 24 JUIN,
TOUS EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS !**



Montreuil, le 16 juin 2010